

## EDITORIAL

**Repenser la coopération au développement ?**

P. Feldheim

Faudrait-il plutôt dire "repenser le développement" ? Dans un monde qui devrait être beaucoup plus solidaire, si l'on veut résoudre ses problèmes, il est étonnant que la question ne soit guère posée plus souvent.

Est-ce l'aveu d'une impuissance ou d'une mauvaise volonté à se remettre en cause, est-ce le signe que les agents moteurs de la transformation ou de la non-transformation des sociétés actuelles ne sont pas ceux que l'on croit, que ce sont des intérêts idéologiques ou économiques qui se servent à leurs propres fins de la coopération ?

L'ambition ici ne peut pas être de donner des réponses générales à des questions qui sont toujours spécifiques à des situations particulières, dans des contextes d'une infinie variété, même si l'on arrive parfois à déceler des tendances qui les transcendent. Elle est infiniment plus modeste : cet article souhaite être dérangeant pour stimuler la réflexion novatrice. S'adressant à un public de spécialistes de terrain ou de responsables politiques, donneurs ou receivers de "contributions au développement", point n'est besoin de répéter des choses connues, mais de s'interroger sur les fondements théoriques et réels du développement.

Et en tout premier lieu, sur la notion elle-même. Le développement existe-t-il autrement que sous la traduction de l'évolution d'une entité déterminée, quelle qu'en soit l'échelle, en termes d'indices en progression ou en régression : PNB par tête ou chute de la morbidité, par exemple. Il est trop aisément assimilé à la croissance économique et c'est logique, car ce sont les pays industrialisés qui en ont été les (pro)moteurs, avec la colonisation d'abord, avec un certain néo-colonialisme d'intérêts politiques et autres ensuite. Les objectifs du développement ont été calqués - et le sont encore - sur les modèles d'inspiration occidentale, sans dénier qu'il y ait eu à certains moments de l'histoire du dernier siècle, des changements spectaculaires.

Au moment où les sociétés dites "avancées", elles-mêmes en mutation rapide et à la recherche difficile de solutions nouvelles pour leur devenir, peuvent-elles encore proposer des modèles dépassés ? La crise mondiale actuelle est bien plus une crise de civilisation et de culture qu'une crise économique; cette dernière en a été le catalyseur.

Une civilisation pour être durable doit répondre aux valeurs que ses tenants professent. Elle a plus de chance de l'être si les valeurs résultent d'options librement choisies ou acceptées. Nous contestons nos valeurs présentes, mais continuons à les exporter, sans nous préoccuper de leur recevabilité par les "importateurs". Avant toute réorientation de la coopération au développement, il conviendrait que les objectifs à long terme de celle-ci soient enfin définis par nos partenaires d'autres cultures que la nôtre. La coopération doit être librement discutée entre partenaires et ne peut pas être une forme d'"impérialisme", économique ou culturel qui n'ose s'avouer ouvertement. Est-ce possible, sommes-nous disposés à amorcer sérieusement ce dialogue, sans réticences ?

Et ce dialogue ne doit pas se contenter d'aborder les grandes lignes de l'évolution souhaitée par nos interlocuteurs, mais aussi d'en préciser les moyens à mettre en oeuvre pour y parvenir. Tâche de longue haleine, pendant laquelle la coopération sous ses formes actuelles doit continuer, en évitant d'être un obstacle pour les recentrages qui s'avèreront rapidement indispensables. Faut-il répéter ici que l'aide au développement ne peut amener l'équilibre des échanges sur le court terme ?

Peut-on faire un bilan critique et tirer des conclusions valables des vingt-cinq dernières années d'aide au développement ?

Se posent immédiatement les critères retenus pour juger des résultats obtenus.

Nous centrerons ici nos commentaires sur l'Afrique. Encore qu'il serait intéressant d'analyser le développement des pays asiatiques, tels l'Inde qui a réussi sa révolution verte ou la Malaisie, Singapour et Hong Kong, qui ont créé des industries modernes viables dans les conditions de la compétition internationale : mais tous les individus concernés y trouvent-ils des compensations équitables.

A côté de quelques réussites, limitées quant à leurs retombées effectives sur la grande masse des populations, le bilan est décevant. Les besoins essentiels, alimentation, santé, éducation restent largement non couverts. La grande culture, l'exploitation des ressources naturelles, l'industrialisation ont certes progressé, mais elles sont orientées vers l'exportation et ne suffisent même pas à dégager un surplus financier (après le service de la dette publique) qui permettrait l'auto-financement de nouveaux projets.

Il serait trop facile de blâmer seulement les autorités des pays en cause : celles des pays industrialisés sont co-responsables et peut-être à un degré supérieur. Projets trop ambitieux pour les moyens humains et matériels disponibles, modèles prônés et suivis irréalistes, même si les intentions initiales étaient défendables. La variable temps n'a pas suffisamment été prise en considération : le changement, les mutations procèdent par paliers successifs et avant qu'ils ne soient intériorisés, il est dangereux de sauter une nouvelle étape. Ou bien l'on risque la confusion qui règne aujourd'hui dans les pays occidentaux.

Conclusion à tirer : revoir les modèles de développement (et par conséquent, la nature et l'ampleur des contributions à apporter de la part des pays "nantis") et privilégier une évolution stabilisée à chaque étape. On peut imaginer des options duales ou triales : secteur moderne, secteur mixte (base traditionnelle et emprunts modérés au modernisme), secteur traditionnel. Dans chaque secteur, des changements progressifs étant à apporter. Il ne peut être question d'en sacrifier un ou deux sur les trois mentionnés, car une évolution sans heurts doit prendre en compte l'ensemble des populations.

Ceci nous amène à parler de la renégociation des politiques de coopération. Le problème est délicat car trop d'intérêts particuliers faussent les négociations entre partenaires et l'intérêt mutuel prime rarement. Il implique de part et d'autre une volonté d'aboutir à un développement plus équilibré et de discuter des projets et investissements de toute nature à réaliser dans un climat d'égalité et de sécurité. Si les pays du Nord et du Sud parvenaient à se mettre d'accord sur des politiques et des plans nationaux, réalistes et orientés vers la promotion des populations dans tous les domaines, un grand pas aurait été fait. Et si, en préservant les intérêts légitimes des partenaires, on aboutissait à des solutions où les capacités contributives de chacun (matérielles, financières, sociales et culturelles) ne seraient pas évaluées uniquement en "returns" immédiats, mais en fonction des résultats espérés à terme, on aurait fait un grand pas en avant. L'on ne pourrait plus parler de néo-colonialisme ou d'ingérence dans les affaires intérieures de l'un ou l'autre pays partenaire.

Est-ce utopique ? Peut-être dans l'immédiat, mais l'avenir appartient à ceux qui veulent le construire. On pourrait aussi bien dire que les guerres et les conflits sont inévitables, qu'il n'y aura jamais de justice sociale de par le monde, que les idéologies et les cultures des pays plus avancés doivent se substituer à celles des pays moins avancés.

Ceci nous amène à une autre piste qu'il serait souhaitable d'explorer, à savoir la synergie entre toutes les agences de coopération, nationales, régionales et internationales.

Elle existe certes déjà à l'état embryonnaire dans le système des N.U. ou au niveau des Ministères ou Administrations de la Coopération des pays bénéficiaires. Mais l'on peut émettre des doutes quant à son efficacité; on peut sûrement l'améliorer.

S'il est hautement souhaitable qu'au départ des plans de coopération, il y ait concertation, il l'est tout autant que cette concertation soit permanente, que les experts et leurs équipes s'informent à intervalles réguliers des résultats qu'ils ont obtenus, des problèmes rencontrés, résolus ou à résoudre et échangent leurs idées pour la poursuite de leurs actions respectives. C'est une systématisation du processus d'information mutuelle qu'il faut réaliser.

Nous venons d'insister sur l'importance que revêt l'échange des expériences acquises sur le terrain et la confrontation des résultats. Il faudrait aller plus loin si l'on veut améliorer l'efficacité de l'action et procéder à une évaluation critique et impartiale des projets considérés comme achevés ou abandonnés à la suite de raisons diverses. Cette évaluation qui devrait être accomplie par des personnalités de haut niveau, appartenant aux milieux scientifiques ou administratifs de la coopération, non impliquées dans les projets en cause et venant, si possible, d'écoles de pensées différentes, pourrait certainement aider à la rationalisation des actions futures, à une meilleure conception de celles-ci. Le coût de ces évaluations serait vite récupéré sur les économies que l'on obtiendrait par la suite en ayant des projets mieux adaptés aux caractéristiques locales.

Faut-il encore insister sur l'interdisciplinarité des équipes de coopération ?

Nous arrêtons ici notre réflexion. En terminant, nous voudrions répondre à une question pertinente : comment y parvenir ?

Pour cela, il faut entamer le dialogue à différents échelons, convaincu que l'on pourrait faire plus et mieux. Tâche de longue haleine, à accomplir pas à pas, au travers de colloques et conférences qui devront tenter de proposer de nouvelles voies pour la coopération, de convaincre, pour arriver, lorsqu'un courant novateur se sera suffisamment dégagé, à une nouvelle Charte de la Coopération, à laquelle se rallieraient le Nord et le Sud. Pourrait-on lui fixer une date : 1990 ? Trente ans après la Première Décennie du Développement des Nations-Unies.

P. Feldheim  
Professeur Honoraire à l'Université Libre de Bruxelles,  
Ancien expert régional du B.I.T. en Afrique,  
Membre du Conseil Consultatif de la Coopération au Développement.